



TEST D'ACCÈS AU VACCIN 2.0

Actualisation d'avril 2021

La pandémie de COVID-19 ne prendra pas fin avec un vaccin, mais quand tout le monde sur la planète y aura accès. Il est évident que tant que le virus ne sera pas maîtrisé sur l'ensemble de la planète, il continuera à muter, à franchir les frontières, à faire des ravages parmi les populations et à faire subir de lourds dégâts à l'économie mondiale.

Le Test d'accès au vaccin 2.0 évalue dans quelle mesure les pays du G20 et les entreprises pharmaceutiques améliorent l'accès équitable au vaccin contre le COVID-19. Nous avons mis à jour notre méthodologie en 2021 afin de mieux rendre compte des actions les plus urgentes à mettre en œuvre, en utilisant les indicateurs suivants :

Garantir une coopération mondiale

- en soutenant financièrement le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (ACT-A)
- en adhérant au dispositif COVAX
- en utilisant son capital politique pour améliorer l'accès équitable au vaccin
- en montrant l'exemple par la publication de directives d'allocations nationales claires qui définissent la manière dont un vaccin sera distribué au niveau national, en priorisant les populations les plus vulnérables

Promouvoir un accès équitable

- en partageant les doses précommandées, de préférence par l'intermédiaire du dispositif COVAX
- en soutenant temporairement l'assouplissement de la propriété intellectuelle et des barrières commerciales afin de pouvoir produire des vaccins en temps utile, notamment en soutenant la dérogation aux accords ADPIC de l'OMC.
- en encourageant la participation au dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (CTAP)
- en renonçant aux interdictions à l'export

Les grandes tendances

Un certain nombre de pays ont réalisé des progrès au cours des derniers mois, notamment les États-Unis, la France et l'Argentine. Cependant, aucun pays ou entreprise n'a atteint la partie haute du classement, la « zone verte », réservée à celles et ceux qui s'investissent activement pour améliorer l'accès au vaccin et l'équité.

Les trois mesures cruciales à mettre en œuvre le plus rapidement possible sont le financement des mécanismes de solidarité, le partage des doses et l'assouplissement des barrières de la propriété intellectuelle. Les pays et les entreprises qui ont entrepris ces actions gagnent des points dans le Test d'accès au vaccin, tandis que les autres stagnent.

1. **Les efforts de financements en faveur de ACT-A - mécanisme nécessaire à l'éradication de la pandémie une bonne fois pour toute - ne sont toujours pas suffisants.** L'ACT-A a permis de réunir moins d'un tiers des fonds nécessaires pour que tous les pays aient accès aux outils dont ils ont besoin pour lutter contre le COVID-19 au cours de cette année, tels que les vaccins, les traitements et les kits de dépistage. Les pays qui ont le plus progressé dans le Test d'accès au vaccin sont

l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis, qui sont considérablement remontés dans le tableau, en raison de leurs engagements notables envers ce partenariat mondial. Il reste cependant d'énormes lacunes de la part d'acteurs clés tels que la France, le Japon, la Chine et l'Union européenne, et nous n'avons plus le temps d'attendre. [Au moins 22 milliards de dollars](#) sont nécessaires dans les prochains mois. C'est un montant relativement faible pour garantir la protection des citoyennes et des citoyens du monde entier dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, en comparaison avec les [9,2 mille milliards de dollars](#) que l'économie risque de perdre si les gouvernements ne parviennent pas à garantir un accès universel au vaccin contre le COVID-19 aux pays en développement.

2. **Le nombre de vaccins nécessaires n'est pas réparti de manière équitable** : quelques pays riches monopolisent la majorité des doses de vaccins contre le COVID-19 en cours de production. [ONE a démontré](#) que six pays (à savoir, l'Australie, le Canada, le Japon, la Corée du sud et les États-Unis) et les 27 pays membres de l'UE pourraient partager 1,3 milliard de doses de principaux vaccins avec d'autres pays, tout en conservant suffisamment de doses pour vacciner l'intégralité de leur population.

Cela ne veut pas dire que les millions de personnes dans les pays riches qui attendent toujours d'être vaccinés ne recevront jamais leur dose. Mais certains pays vont très rapidement commencer à stocker des doses, et ils doivent commencer dès maintenant à planifier la mise en place d'une redistribution de ces doses excédentaires en parallèle de leur campagne de vaccination nationale. Ils doivent s'engager à ne pas accumuler de doses excédentaires et décider - dans les plus brefs délais - d'un calendrier de partage des doses, en tenant compte des contraintes d'ordre technique et politique, cette année. Les doses doivent être partagées via le mécanisme multilatéral COVAX afin d'éviter une situation où la diplomatie des vaccins deviendrait la norme. L'utilisation des vaccins comme une monnaie d'échange aura pour conséquence de privilégier les partenaires commerciaux et les pays frontaliers : les populations les plus vulnérables seront alors inévitablement laissées pour compte.

Nous avons les moyens de concrétiser ces ambitions : la Norvège a d'ores et déjà commencé à partager ces doses par l'intermédiaire de COVAX tout en accélérant le déploiement de sa campagne de vaccination, et le président Macron a appelé l'UE et les États-Unis à distribuer en urgence 5% de leurs doses de vaccin aux pays en développement. Le gouvernement français s'est ensuite engagé à partager 500 000 doses avec les pays africains d'ici à la fin du mois de juin.

3. **Les barrières de la propriété intellectuelle freinent la production mondiale** : or, pour rendre les vaccins accessibles à toutes et tous partout, nous avons besoin d'augmenter la production mondiale. Une des solutions pour y parvenir serait donc de [lever temporairement les droits de propriété intellectuelle détenus par certaines entreprises pharmaceutiques sur les vaccins qu'elles ont développés](#). Pourquoi ? Car **plus il y a de pays qui disposent de la technologie et du savoir-faire nécessaires à la fabrication d'un médicament, plus celui-ci peut être produit en grande quantité et donc devenir abordable et accessible.**

Ce n'est pas la première fois qu'une crise sanitaire mondiale requiert des mesures exceptionnelles. Pendant l'épidémie du sida, les traitements pouvaient coûter jusqu'à 10 000 dollars. Face à une telle situation, les gouvernements s'étaient réunis et avaient décidé d'autoriser les pays à faible revenu à produire des versions moins chères à 200 dollars. Cette décision a grandement contribué à changer le cours de la crise.

Plus de 100 pays ont lancé un appel à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en faveur d'une suspension temporaire des droits de propriété intellectuelle pour permettre au plus grand nombre possible d'entreprises et dans le plus grand nombre possible de pays de pouvoir produire des vaccins

et des traitements contre le COVID-19. **Cet appel est pour l'instant rejeté par la majorité des pays riches, dont la France et l'Union européenne.** Cela doit changer : une discussion ouverte, franche et sérieuse sur l'assouplissement des restrictions commerciales pourrait déboucher sur la mise en œuvre de mesures réellement efficaces pour vaincre le virus au plus vite.

L'émergence de la préférence accordée à certains vaccins : plusieurs vaccins ayant été développés à l'échelle mondiale, une compétition dangereuse s'est installée entre ces différents vaccins. Conséquence : certaines personnes pensent que certains vaccins sont meilleurs que les autres, ou pire, que certains d'entre eux sont dangereux. Si les inquiétudes liées au vaccin doivent être examinées avec la plus grande attention, tous les vaccins qui ont été approuvés par l'OMS ont été rigoureusement testés et ne seraient pas mis à la disposition du public si leur efficacité et leur innocuité n'avaient pas été prouvées.

Cependant, les préoccupations en ce qui concerne leur inefficacité et les risques d'effets secondaires ont déjà fait l'objet de déclarations publiques et ces rumeurs ont conduit les populations à être de plus en plus réticentes face à la vaccination, ainsi qu'à des taux d'abandon plus élevés.

La préférence accordée à certains vaccins a ralenti la production mondiale. D'après ce que nous savons en ce qui concerne l'accumulation de vaccins dans les pays à revenu élevé, il est certain que cette situation entraînera des retards dans la distribution mondiale des vaccins. Il est absolument essentiel que les dirigeantes et dirigeants s'expriment à ce sujet afin de rassurer leurs populations.

Pourquoi l'accès aux vaccins est-il si important ?

En 2021, garantir l'accès au vaccin à l'ensemble des citoyennes et des citoyens apparaît comme le moyen le plus rapide d'éradiquer la pandémie. À ce titre, il est nécessaire de vacciner en priorité les personnes les plus vulnérables, le personnel soignant et les professionnels en première ligne qui risquent leur vie pour protéger la nôtre, peu importe le pays où ils ou elles vivent.

Les épidémiologistes sont formels : si nous ne protégeons pas l'ensemble de la population mondiale, le virus continuera à se propager et de nouvelles souches évolueront, ce qui rallongera la durée de vie de la pandémie et continuera à menacer les vies et les moyens de subsistance des populations du monde entier.

- Chaque nouvelle infection constitue un risque que le virus mute. Il existe déjà plus de 4 000 variants du COVID-19, et certains - notamment les variants britannique et sud-africain - se révèlent plus contagieux. Le seul et unique moyen de prévenir de nouvelles formes plus dangereuses des variants est de ralentir considérablement la transmission du virus en menant des campagnes de [vaccination à l'échelle mondiale](#).
- Il pourrait y avoir [deux fois plus de décès](#) liés au COVID-19 si les pays riches monopolisent les premières doses de vaccin – soit deux milliards de doses – au lieu de garantir qu'elles sont distribuées à l'échelle mondiale. Cela est dû à au fait que même avec un excédent de vaccins dans les pays riches, tous les habitants ne voudront pas faire se vacciner, ce qui laisse de la marge pour les populations les plus vulnérables.
- L'accumulation de vaccins pourrait coûter jusqu'à [9,2 mille milliards de dollars](#) à l'économie mondiale. Les pays riches devront supporter la moitié de ces coûts en raison des failles dans les chaînes d'approvisionnement et des chocs de demande.

Qui plus est, des milliards de dollars de fonds publics ont été dépensés afin d'accélérer le développement et la distribution des vaccins. Maintenant que ces investissements ont porté leurs fruits, les bénéfices doivent revenir au public et pas uniquement aux entreprises qui réalisent des profits.

En résumé : si les pays les plus riches monopolisent les doses de vaccin, la reprise mondiale en sera fortement impactée.

Résultats du Test d'accès au vaccin en avril 2021

Les pays :

Total Score 0  20

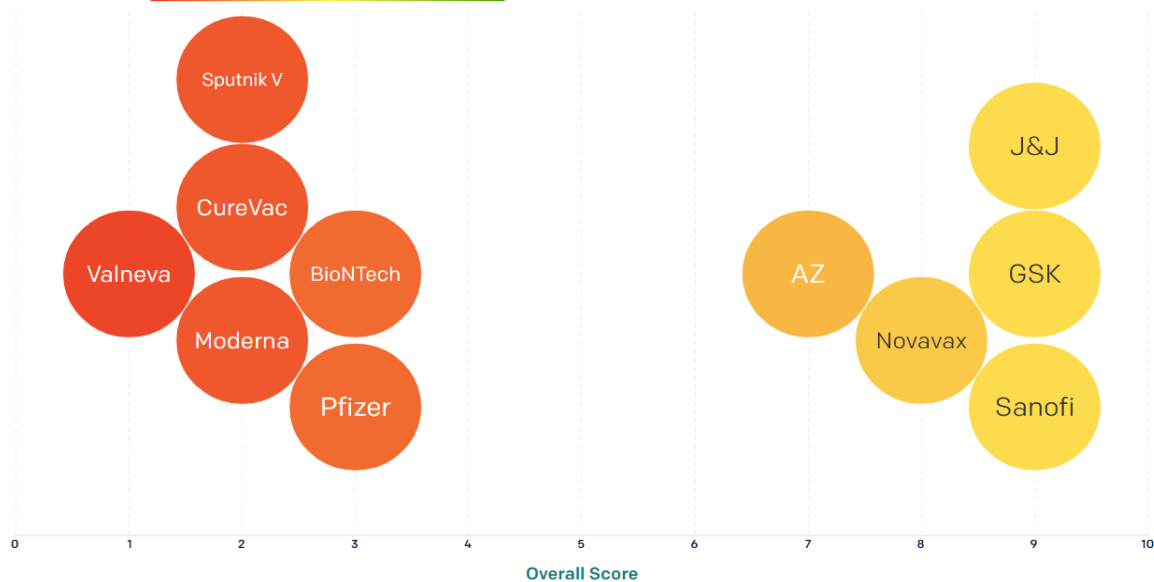


Note : échelle totale sur vingt points. Les pays les mieux classés n'ont obtenu un score que de dix sur vingt.

Les entreprises :

Note : échelle totale sur vingt points. Les entreprises les mieux classées n'ont obtenu un score que de neuf sur vingt.

Total Score 0  20



Qui est en tête du classement ce mois-ci ?

- **Les États-Unis** ont gagné 2,5 points au classement grâce à leur engagement envers l'ACT-A, en promettant 3,5 milliards de dollars en faveur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et ont fait preuve de leadership en annonçant qu'ils accueilleront la conférence qui donnera le coup d'envoi à la prochaine collecte de fonds du dispositif COVAX de l'Alliance Gavi. En outre, le secrétaire d'État Antony Blinken et la trésorière Janet Yellen ont affirmé qu'ils soutiendraient le partage des doses et la coopération multilatérale. Antony Blinken a également ajouté que les États-Unis « n'échangeront pas des doses contre des faveurs politiques », ce qui montre que l'équité passe avant les intérêts politiques.
- **La Commission européenne** a perdu deux points car son engagement envers l'ACT-A est constitué de subventions et de prêts, or, ces derniers ne sont pas considérés comme du partage équitable.
- **La France** a gagné un point en raison de son engagement à partager 500 000 doses d'ici à la fin du mois de juin.
- **L'Inde** a perdu deux points en raison de sa décision de réduire les exportations afin de pouvoir conserver davantage de doses sur son territoire. Les restrictions à l'exportation telles que celles-ci freinent l'approvisionnement à l'échelle mondiale. Compte tenu des liens de l'Inde avec le COVAX, la distribution des doses destinées aux pays à revenu faible et intermédiaire est retardée.
- **L'Argentine** a gagné un point pour avoir voté une loi qui exonère les taxes à l'import sur les vaccins et le matériel médical. En effet, l'assouplissement des barrières commerciales permet de distribuer le vaccin à celles et ceux qui en ont le plus besoin.
- **La Corée** a perdu trois points pour avoir acheté suffisamment de doses pour vacciner plus de 100% de sa population, mais elle ne s'est pas engagée à partager des doses par l'intermédiaire de COVAX.
- **Johnson & Johnson** a gagné trois points depuis l'actualisation du mois de mars. Elle a gagné deux points pour s'être engagé dans le transfert des technologies et un autre pour avoir fait preuve de leadership en privilégiant l'équité, en concluant un accord avec AVAT afin de fournir 400 millions de doses de vaccin aux États membres de l'Union africaine.
- **Novavax** a gagné un point supplémentaire pour s'être engagé à adopter une stratégie de prix différenciés. Dans le cadre de son partenariat, le Serum Institute devrait fournir des vaccins aux pays à revenu faible, intermédiaire et intermédiaire supérieur, tandis que Novavax conserverait les droits pour les pays à revenu élevé, tout en respectant un calendrier de prix échelonnés.
- **Sputnik V** a gagné deux points pour s'être engagé dans les transferts de technologie, transferts qui permettent de garantir une production et une distribution à l'échelle mondiale. Le fonds d'investissement direct russe a indiqué avoir signé des contrats avec plus d'une dizaine de fabricants dans dix pays afin de produire un total de 1,4 milliard de doses.

Et maintenant ?

Les pays et les entreprises pharmaceutiques doivent continuer à prendre des mesures afin d'améliorer l'accès, notamment :

- en mobilisant des fonds supplémentaires nécessaires, notamment pour ACT-A et son dispositif COVAX, afin de garantir que l'ensemble des pays puissent bénéficier d'un accès équitable aux outils contre le COVID-19 ;
- en partageant des doses de vaccins : les pays riches qui disposent de doses excédentaires doivent les partager avec des pays moins riches, ce que certains pays du G7 ont accepté sur le principe,

mais qui nécessite d'agir en urgence afin de pouvoir déployer une campagne de vaccination mondiale dès maintenant ;

- en soutenant l'assouplissement temporaire des barrières de la propriété intellectuelle et des barrières commerciales qui entravent la fabrication, la distribution et l'accessibilité financière en temps utile, notamment soutenant la proposition de dérogation aux accords ADPIC au sein de l'OMC ;
- en faisant pression sur les entreprises pharmaceutiques pour qu'elles participent à la communauté de brevet C-TAP de l'OMS, afin que les vaccins soient produits à grande échelle ;